



Capacité africaine

BULLETIN

NUMÉRO 6 | NOVEMBRE - DECEMBRE 2014



Dans ce numéro: L'ACBF renforce les capacités de recherche du COMESA par une subvention de 3 millions de dollars USD | L'étude du ZEPARU contribue à façonner la politique minière au Zimbabwe | L'ACBF et ses partenaires obtiennent une subvention de la Fondation Gates pour la lutte antitabac | La boucle est bouclée: une femme produit de l'ACBF | Conséquences de la crise d'Ebola sur le renforcement des capacités de l'Afrique | L'ACBF conseille vivement aux états africains de jouer un rôle principal dans le financement du renforcement des capacités | Le Conseil d'administration de l'ACBF approuve le plan opérationnel pour 2015 | Rapport sur les capacités en Afrique 2014 : Les exigences de capacités pour l'intégration régionale en Afrique | RETENEZ LA DATE: 3ème Forum panafricain sur le renforcement des capacités | Événements



Le Mot du Secrétaire Exécutif

Chers amis,

Bienvenue au sixième numéro de Capacités Afrique.

L'année 2014 a été importante pour la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique dans sa marche vers le développement durable des capacités en Afrique. L'ACBF a mené à bien l'appui au renforcement des capacités dans le continent pour la formulation et la gestion des politiques économiques, dans le renforcement de l'administration publique, et la gestion financière transparente et responsable. Nous avons appuyé le développement des statistiques, la surveillance efficace des branches exécutives des gouvernements par les parlements, ainsi que

l'amélioration de la participation de la société civile et du secteur privé au processus d'élaboration des politiques.

L'ACBF a pu apporter de telles contributions efficaces grâce à l'énorme soutien de ses pays membres africains et non-africains et de ses partenaires multilatéraux, notamment la Banque africaine de développement, le Programme de développement des Nations-Unies et la Banque mondiale.

Parmi quelques-uns des principaux faits saillants de l'année pour nous était la décentralisation de l'unité des opérations de l'ACBF en Afrique occidentale et en Afrique centrale. Un bureau a été établi à Accra (Ghana), lequel est pleinement opérationnel pour garantir notre proximité à nos partenaires afin d'être plus efficaces. L'ACBF a également entrepris d'importantes réformes institutionnelles et de programmes. Elle a adopté un nouveau modèle organisationnel qui a abouti à une organisation plus concentrée, plus efficace et mieux dirigée, laquelle accorde une grande

attention aux résultats et à la durabilité. Ces réformes permettront à la Fondation d'accroître son efficacité et de maximiser son impact en Afrique.

La Fondation a également organisé à Addis-Abeba (Ethiopie) un atelier et coordonné l'ébauche de l'exposé des principes communs pour le 1er Sommet américano-africain à Washington. Ce sommet était le premier du genre entre un président américain en fonction et des dirigeants africains. Il visait à renforcer les liens entre les Etats-Unis et l'Afrique, qui est une région à croissance rapide. Tirés des principales communautés économiques régionales, les documents ont présenté un point de vue africain unifié et consolidé sur les questions relatives aux relations américano-africaines.

Un nouveau partenariat stratégique avec la Fondation Bill et Melinda Gates a été initié. La Fondation appuie également des subventions stratégiques et des fonctions de renforcement des capacités des organisations de la société civile. C'est dans le but de promouvoir des politiques de lutte antitabac fondées sur des données probantes en Afrique, entre autres la taxation du tabac, l'interdiction de sa publicité, les avertissements explicites et les environnements non-fumeurs.

Un autre jalon important est que le Comité de mobilisation des ressources du Conseil des gouverneurs (CG) est maintenant opérationnel et a tenu sa première réunion à Lomé du 4 au 5 novembre 2014. Lors de cette réunion, le comité a élaboré un plan de travail annuel pour ses activités.

Il y a eu aussi la rénovation du site web de l'ACBF en septembre de manière à en faire une plateforme plus conviviale pour notre riche auditoire. En conséquence, il y a plus de visiteurs sur le site (qui est en anglais et en français) et ils découvrent davantage nos activités. Nos produits de connaissance sont également plus accessibles

grâce à une bibliothèque virtuelle améliorée. Il est encourageant de savoir que les visites sur le site ont plus que doublé, avec une audience élargie à d'autres pays africains, particulièrement les pays francophones.

Malgré le succès obtenu, le continent est toujours confronté à des défis. L'épidémie de la maladie virale d'Ebola en 2014 a clairement démontré que malgré les progrès importants accomplis durant les deux dernières décennies dans le domaine des capacités, l'Afrique continue à faire face à de graves contraintes de capacité aux niveaux social, humain, et institutionnel. À cet égard, l'Afrique doit avoir un investissement soutenu dans le renforcement des capacités qui lui permettra de prévenir, anticiper ou gérer de telles crises.

Parmi ses principales activités pour 2015, l'ACBF tiendra le troisième Forum panafricain pour le renforcement des capacités au cours de la première semaine de septembre à Addis-Abeba (Ethiopie) dans le but de réfléchir sur les impératifs du renforcement des capacités de la transformation économique de l'Afrique. Parmi les délégués attendus seront des chefs d'Etat, des décideurs, des universitaires, des militants de la société civile et des opérateurs du secteur privé.

Entre-temps, la Fondation continuera à soutenir la Commission de l'Union africaine et les pays africains dans leurs efforts pour résoudre leurs problèmes de capacités, en particulier la délimitation des dimensions de capacités de l'agenda 2063 de l'UA, et son intégration dans les plans nationaux de développement. Relever les défis de capacité dans les pays touchés par les conflits constituera aussi un axe majeur du travail de la Fondation durant cette année.

Je ne saurais terminer cette note sans souhaiter à l'Afrique et aux amis du développement de l'Afrique une année 2015 heureuse, paisible et prospère.

RÉSULTATS

L'ACBF renforce les capacités de recherche du COMESA par une subvention de 3 millions de dollars USD

La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) a lancé en août 2014, un projet de 3 millions de dollars USD pour aider le Secrétariat du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) à résoudre le problème des capacités insuffisantes dans la conduite et la coordination en matière de recherche et analyses de politiques. Cet état de choses a entravé la capacité du Secrétariat d'élaborer et d'utiliser des recherches de qualité, pertinentes et opportunes afin d'informer la politique économique et commerciale du Marché.

Le but de ce projet de trois ans était d'améliorer la conduite et l'utilisation de la recherche par la mise en place et les ressources d'une unité de recherche qui servirait de fer de lance de la conduite, la coordination et la diffusion des recherches de politiques économiques et commerciales. En outre, le projet comprend un mécanisme de pratique continue de conseil, d'assistance technique, et de formation pour les ministères et organes du COMESA.

Réalisations notables

L'unité de recherche fonctionnelle (la première du genre) est en pleine opération et contribue activement à la production et à la coordination de l'information de recherche pour enrichir les délibérations des comités, conseils et autres organes du bloc commercial.

Stimuler le commerce intra-régional

La mise en place de l'unité a également facilité la conduite d'un certain nombre d'études stratégiques telles que l'étude sur les «volumes commerciaux au sein du COMESA». Cette recherche a été motivée par le désir du Secrétariat d'améliorer le commerce intra-régional entre les pays membres comme un moyen d'atténuer le déficit de production globale des produits alimentaires et agricoles dans la région à court et à moyen terme.

La recherche a mis en évidence un certain nombre de stratégies essentielles pour combler le fossé de commerce intra-régional ainsi que les opportunités et les mécanismes délimités par lesquels le COMESA peut stimuler le commerce, en particulier celui des produits alimentaires et agricoles, entre les pays membres. L'étude a révélé, entre autres, que le COMESA peut promouvoir le commerce intra-régional à court et à moyen terme tout en permettant aux volumes conjoints d'augmenter, en particulier pour les produits agricoles. Elle a noté que la région doit équilibrer le déficit de production globale en favorisant les transferts commerciaux des pays membres à production excédentaire aux pays membres à déficit. En outre, l'étude a montré que, contrairement aux produits alimentaires et agricoles, le commerce des minéraux doit cibler les marchés extérieurs au bloc étant donné la structure de la demande. Néanmoins, les états membres ont besoin de développer leur base industrielle afin de traiter ces produits localement avant de les exporter. La stratégie proposée est d'aider les pays à tirer parti de l'avantage de la valeur ajoutée, et de créer les emplois nécessaires pour la jeune population en plein essor de la région tout en développant les économies des états membres.

Depuis sa création en 1994, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) a mis l'accent sur la promotion de l'intégration régionale à travers le développement du commerce, la promotion des investissements et l'utilisation durable des ressources naturelles pour le bénéfice mutuel des citoyens de la région. Elaborer et utiliser une recherche de qualité, pertinente et opportune pour éclairer les politiques économique et commerciale ont été l'une des priorités majeures du COMESA.

L'étude du ZEPARU contribue à façonner la politique minière au Zimbabwe

Une étude stratégique de 2013 menée par l'Unité des recherches et analyses des politiques du Zimbabwe (ZEPARU), un groupe de réflexion de politiques semi-autonome créé et soutenu par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, le gouvernement zimbabwéen et

d'autres partenaires de développement a amené le gouvernement zimbabwéen à lancer une révision de sa Loi sur les mines et minéraux.

L'étude du ZEPARU évalue la politique minière actuelle et ses implications pour le secteur. Elle s'attelle spécifiquement à examiner l'état du secteur minier au Zimbabwe et à fournir une analyse complète ainsi que des recommandations sur la façon dont la politique minière du pays peut être renforcée pour assurer la contribution efficace du secteur au développement du pays.

L'étude vise également à fournir une base pour transformer l'industrie en un moteur de croissance économique et de création d'emplois et de richesse. Il se penche sur les moyens de renforcer la chaîne de valeur du secteur minier afin de maximiser les avantages de l'exploitation des ressources minérales. En outre, l'étude vise à sensibiliser le public sur la façon dont les ressources nationales sont exploitées par les sociétés minières au profit des zimbabwéens.

Modification de la Loi

À la suite de l'étude du ZEPARU, le gouvernement a élaboré un projet de politique des minéraux en 2013 et les principes de modification de la Loi sur les mines et minéraux ont été approuvés. Le projet de loi devrait être soumis au parlement en 2015.

Le gouvernement a également renouvelé ses efforts pour revitaliser l'Initiative de transparence des recettes minières du Zimbabwe, lancée en 2011 pour améliorer la transparence et la responsabilisation dans le secteur minier. En outre, le gouvernement a alloué 500.000 dollars USD à l'appui de l'opération initiale du Fonds souverain qui a été mentionné premièrement dans la déclaration du budget national 2014.

De plus, conformément à la recommandation pour le financement des petites exploitations minières proposé dans l'étude, le gouvernement a conclu un accord de prêt de 100 millions de dollars USD avec une société chinoise. Le but du prêt est de fournir à crédit du matériel de petite exploitation minière aux entrepreneurs. Aujourd'hui, la plupart de petits exploitants miniers ont le matériel

nécessaire pour l'extraction des ressources minérales. L'on rapporte que cela a renforcé leur chiffre d'affaires et créé des possibilités d'emploi.

En outre, l'étude a également suscité beaucoup d'intérêt auprès des partenaires de développement, ce qui incite la Banque africaine de développement à fournir des fonds pour un travail de fond sur certains des domaines et des questions couvertes par l'étude.

L'actuelle loi sur les mines et minéraux est entrée en vigueur bien avant l'indépendance en 1980. Depuis lors, l'acte n'avait subi aucun changement important pour s'aligner aux besoins et réalités actuelles.

PARTENARIATS

L'ACBF et ses partenaires obtiennent une subvention de la Fondation Gates pour la lutte antitabac

La Fondation Bill et Melinda Gates a mis 32 millions de dollars USD à la disposition de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) et de trois autres partenaires de développement pour intensifier les efforts visant à réduire la menace du tabagisme en Afrique. Les autres bénéficiaires, qui sont également impliqués dans le contrôle du tabac sur le continent, sont l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Fondation des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) et la Campaign for Tobacco-Free Kids (CTFK). Ils devront utiliser la subvention pour faire progresser la coordination du projet pour la lutte antitabac en Afrique.

Cet appui « représente la contribution financière la plus importante de la Fondation pour le continent africain dans la lutte antitabac à ce jour », a déclaré dans un communiqué Cynthia Lewis, la directrice adjointe de la Fondation Gates. « Les pays africains ont [également] rencontré des obstacles placés par l'industrie du tabac, ainsi qu'un environnement changeant. »

Se produisant peu de temps après la fin d'une intervention précédente de la Fondation Gates sur le continent, « cette nouvelle phase de

subventions tire profit de l'excellent travail déjà en cours, tout en répondant aux besoins changeants et cruciaux de nombreux pays partenaires », a indiqué le communiqué.

Une partie du financement sera utilisé pour développer le Centre pour la lutte antitabac en Afrique à l'Université de Cape Town en Afrique du Sud. Le reste sera accordé sous forme de subventions à des organisations de la société civile (OSC) pour contribuer à développer des politiques de lutte antitabac basées sur des faits en Afrique. Les domaines visés par ces politiques intégreront la taxation du tabac, l'interdiction de sa publicité, des étiquettes d'avertissement explicites, et la promotion d'environnements non-fumeurs dans le continent. Les OSC viendront de l'Ouganda, du Kenya, de la Mauritanie, du Botswana, de l'Ethiopie, du Sénégal, du Nigeria, du Ghana, du Niger, du Bénin, du Gabon et de la Gambie.

La Fondation Gates décrit l'ACBF comme un leader très respecté dans le renforcement des capacités institutionnelles et humaines et qui a géré 500 millions de dollars de subventions dans 45 pays africains. Elle ajoute que l'ACBF remplit également un rôle-clé en tant que « partenaire stratégique basé en Afrique offrant des subventions et un appui au renforcement des capacités de la société civile et d'autres [acteurs]. »

Lors d'une réunion des partenaires l'année dernière, l'ACBF, l'OMS, la Fondation des CDC et le CTFK ont convenu que la coordination et la mise en œuvre effectives de la lutte antitabac auront une place de choix dans le nouveau projet. Ils ont également convenu d'un mécanisme efficace pour le travail au niveau des pays, un outil commun de reporting. Ils ont également consenti à élaborer un calendrier mensuel des activités-clés et à organiser des forums réguliers pour discuter de leurs plans et des progrès au niveau des pays et au niveau régional.

La Fondation Gates appuie également le marketing social et un travail de changement de comportement contre le tabagisme en Afrique comme complément à ce travail important de la politique en cours.



ARTICLE

La boucle est bouclée: une femme produit de l'ACBF

C'est l'histoire du Dr. Pamela Kabaso, actuellement directrice exécutive de l'Institut zambien d'analyse des politiques (ZIPAR), un groupe semi-autonome de réflexion sur les politiques soutenu par l'ACBF. Le mandat du ZIPAR est de mener des recherches et des analyses pour la formulation, la mise en œuvre et le suivi des politiques. Pamela est une bénéficiaire de deux bourses postuniversitaires de l'ACBF.

Le Dr Kabaso raconte son histoire sur la façon dont les bourses de l'ACBF ont contribué à changer sa vie et lui ont permis de contribuer à l'élaboration de politiques basées sur des faits en Zambie.

J'ai obtenu mon diplôme de licence en économie de l'Université de la Zambie en 1996. Après cela, j'ai obtenu une bourse pour des études en vue d'un diplôme de maîtrise en économie à l'Université de Nairobi. La bourse a été octroyée par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) à travers un projet à la Direction des analyses des politiques macroéconomiques (DMPA) au Ministère zambien des finances. L'appui de l'ACBF au ministère venait de commencer et visait à renforcer les capacités dans le domaine de l'analyse des politiques macroéconomiques. Lorsque j'ai obtenu ma maîtrise, j'ai rejoint le département d'économie de l'Université de la Zambie comme enseignant du supérieur. A cette

époque, le Ministère manquait cruellement de personnel en raison des problèmes économiques que le pays traversait.

Le programme de perfectionnement du personnel de l'université était à l'arrêt. En outre, la plupart des gens qui ont pu obtenir des bourses financées par l'extérieur pour étudier à l'étranger ne reviennent pas à l'université ou en Zambie. Le soutien de l'ACBF au ministère des finances dans le cadre du projet du DMPA a abouti à la formation de plus de personnes dans des universités en Afrique. Par la suite, elles ont rejoint le ministère et l'Université de la Zambie.

En 2005, j'ai reçu une deuxième bourse par le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA), un autre établissement sponsorisé par l'ACBF, pour étudier à l'Université de Witwatersrand en Afrique du Sud dans le cadre du Programme coopératif de doctorat (CPP). Après avoir obtenu un doctorat en économie en 2010, je suis retourné à l'Université de la Zambie. Cependant, armé d'une nouvelle énergie, je cherchais quelque chose d'un peu plus difficile. Lorsque l'occasion s'est présentée au groupe de réflexion nouvellement créé, l'Institut zambien l'analyse des politiques (ZIPAR), j'ai pris un congé de l'université et rejoint ZIPAR comme chercheur. Après avoir travaillé pour ZIPAR pour quelques mois à peine, le Directeur exécutif s'en est allé et j'ai été nommée directrice intérimaire pendant que le comité de direction, le conseil de ZIPAR, essayait de trouver un titulaire. J'ai occupé ces fonctions pendant plus d'un an et le Comité a conclu que je étais bien la personne qu'il leur fallait. J'ai été nommée directrice exécutive de ZIPAR.

ZIPAR est un groupe de réflexion sur les politiques semi-autonome créé par le gouvernement zambien avec l'appui de l'ACBF. Il a été établi comme une émanation des projets DMPA au

ministère des Finances, le même projet d'où le financement pour mon programme de maîtrise était venu. Par conséquent, j'ai bouclé la boucle et je me vois comme une enfant née et élevée grâce aux efforts de renforcement des capacités de l'ACBF.

Il y a 18 ans, l'ACBF était à peine connue, même de moi lorsque je suis partie pour l'Université de Nairobi. Mais aujourd'hui, de nombreuses institutions en Zambie ont été positivement affectées par les efforts de renforcement des capacités de l'ACBF, directement ou indirectement. Actuellement, ZIPAR joue un rôle de premier plan dans les recherches et l'analyse des politiques afin de fournir des recommandations et des conseils sur les politiques basés sur des données probantes pour les différents ministères et les institutions gouvernementales en Zambie. Cela inclut un travail avec les membres du parlement qui consiste à fournir aux comités parlementaires des protocoles bien documentés et analysés sur des sujets de leur ordre du jour lors de leurs sessions.

ZIPAR a également fait des premiers pas en collaborant avec le secteur privé sur les questions de politique par des exposés lors de séminaires d'entreprises du secteur privé, parmi lesquels nos thèmes de recherche qui contribuent à définir les politiques touchant le secteur. Nous avons aussi collaborés activement avec les médias pour atteindre le grand public de manière à enrichir le dialogue et le débat sur les politiques en fournissant des commentaires instructifs sur l'élaboration actuelle et future des politiques.

CONNAISSANCE ET APPRENTISSAGE

Conséquences de la crise d'Ebola sur le renforcement des capacités de l'Afrique

La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) était parmi les grandes organisations et entreprises africaines participant à une table ronde pour établir un fonds d'urgence pour aider les pays touchés par l'épidémie d'Ebola. La réunion au Centre de conférences

de l'Union africaine à Addis-Abeba (Ethiopie) le 8 Novembre 2014 a rassemblé l'Union africaine, la Banque africaine de développement, la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique, des fondations, des organisations non-gouvernementales et de grandes entreprises en Afrique engagées à créer et appuyer un mécanisme de financement pour faire face à l'épidémie d'Ebola et ses conséquences.

Les participants à la conférence ont réussi à amasser un total de 28,5 millions de dollars USD, grâce à des engagements, à utiliser pour déployer au moins 1.000 agents de santé en Guinée, en Sierra Leone et au Libéria, les trois pays ouest-africains les plus affectés par l'épidémie. Les ressources seront déployées dans le cadre de l'Intervention de l'UA contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest (ASEOWA), en étroite coordination avec les groupes de travail nationaux dans les pays touchés par le virus Ebola et la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (MINUAUCE). Les ressources mobilisées feront partie d'un programme à plus long terme pour renforcer les capacités de l'Afrique afin de faire face à ces épidémies dans l'avenir.

Le mandat donné à l'ACBF par les pays africains et leurs partenaires bilatéraux et multilatéraux est d'établir des capacités humaines et institutionnelles durables pour la gestion de la bonne gouvernance et du développement en Afrique. La Fondation considère premièrement l'épidémie d'Ebola (au même titre que l'épidémie du paludisme, du VIH sida et du tabagisme) comme une menace pour les capacités déjà établies par les pays africains avec l'appui de l'ACBF au cours des 23 dernières années de son existence. Deuxièmement, l'ACBF voit l'épidémie d'Ebola comme l'une des manifestations des problèmes de capacité restants auxquels le continent se heurte encore malgré les efforts déjà réalisés.

Projets négativement affectés

L'épidémie d'Ebola a un impact négatif sur la mise en œuvre de certaines initiatives appuyées par l'ACBF en Afrique de l'Ouest. Ce sont en particulier les projets régionaux et ceux situés dans les pays touchés par la maladie.

Depuis sa création en 1991 et avec le soutien de ses pays membres africains et de leurs partenaires bilatéraux et multilatéraux de développement, l'ACBF a joué un rôle principal dans la formulation et la mise en œuvre des politiques, le développement des compétences et la promotion du dialogue politique entre les gouvernements et les acteurs non-étatiques dans l'écrasante majorité des pays africains. Dans la communauté du développement, nombreux sont ceux qui reconnaissent que la première institution de renforcement des capacités de l'Afrique [l'ACBF] a apporté une contribution importante à l'amélioration de l'environnement macroéconomique en Afrique, laquelle a frayé le chemin de la croissance économique soutenue que l'on a observé dans de nombreux pays africains au cours de la dernière décennie.

La Fondation a atteint cette performance impressionnante en appuyant des groupes de réflexion et des instituts de politique qui fournissent aux gouvernements et autres acteurs du développement des analyses de politique de et de recherche de qualité pour la formulation et l'application des politiques. Elle s'est également impliquée dans le développement des compétences de milliers de moyens et hauts cadres dans les secteurs économiques à travers l'Afrique. Il est donc facile de comprendre que toute épidémie qui survient avec le risque d'amoindrir les capacités déjà établies en Afrique, en raison de son lourd bilan, représente une préoccupation majeure pour l'ACBF.

Selon les spécialistes de la santé publique, la maladie virale d'Ebola (EVD) tue entre 50 et 90 pourcent de ceux qui la contractent. Les estimations de l'Organisation mondiale de la santé indiquent que l'épidémie en Afrique de l'Ouest est susceptible d'affecter au moins 20.000 personnes dans les pays les plus touchés avant de pouvoir être contrôlée, dans les 6 prochains mois, souhaite-t-on. Le risque est donc un taux de mortalité potentiel d'environ 10.000 à 18.000 en seulement 8 mois si des mesures d'atténuation plus vigoureuses ne sont pas prises. Il est fort probable que les personnes affectées soient en majorité les plus actives et les plus instruites de la population.

L'intégration régionale menacée

L'autre conséquence importante de l'épidémie d'Ebola sur le renforcement des capacités est la résurgence d'attitudes qui peuvent faire reculer les progrès réalisés dans l'intégration régionale. Au fil des ans, l'ACBF a été à l'avant-garde de la promotion de l'intégration régionale afin d'améliorer le commerce intra-africain et d'accroître la part de l'Afrique dans le commerce mondial. L'un des principaux domaines dans lesquels des progrès ont été observés dans l'agenda de l'intégration régionale de l'Afrique à ce jour, à savoir la libre circulation des personnes et des biens, est sérieusement menacé par la vague de fermetures de frontières et les interdictions de voyage. Pourtant, l'on doit donner la priorité à la mise en commun des ressources pour contenir l'épidémie et contribuer à la lutte dans les pays touchés pour éviter sa propagation. Ceci s'ajoute aux autres inconvénients économiques tels que son impact négatif sur l'investissement direct étranger. En effet, Ebola nourrit une psychose chez les investisseurs qui suspendent leurs plans pour les régions affectées, avec des partenaires d'affaires qui annulent leurs voyages vers les pays africains.

Problèmes de santé publique

L'autre impact de l'épidémie d'Ebola sur les capacités est qu'il reste beaucoup à faire dans le renforcement des capacités en Afrique en dépit de tous les efforts déjà déployés par les pays africains avec l'appui de l'ACBF et de ses partenaires. Les experts de la santé publique sont d'avis que sans de meilleurs systèmes de santé publique, le virus Ebola sera difficile à contenir.

L'épidémie actuelle en Afrique de l'Ouest a davantage exposé les problèmes de capacités de santé publique que certains pays africains affrontent tant au niveau humain (personnel qualifié) qu'au niveau institutionnel (une bonne infrastructure de santé publique). La plupart des hôpitaux en Afrique n'ont pas d'unités de quarantaine ou de centres de rétention, bien qu'Ebola soit un danger réel pour la santé. Entre-temps, l'on rapporte que le rapport médecin-patient est en-dessous de la norme de l'OMS (un médecin pour 600 personnes) dans la majorité des pays africains. Les épidémies qui secouent

trop souvent le continent sont des signes que l'Afrique doit continuer à investir massivement dans le renforcement des capacités. En effet, il devient très difficile de mobiliser l'aide étrangère avec une épidémie qui a un risque si élevé de contamination et sans la capacité institutionnelle minimale nécessaire à l'efficacité de l'aide.

Ayant la mission de renforcer durablement les capacités pour la gestion de la bonne gouvernance et du développement en Afrique, l'ACBF ne peut rester indifférent à l'éclosion des épidémies qui peuvent compromettre ses objectifs en amoindrissant les capacités déjà établies. La Fondation est donc prête à appuyer la formulation et la mise en œuvre de politiques pour atténuer effectivement ces risques majeurs pour le progrès et la transformation économique du continent. À cet égard, un certain nombre d'activités ont déjà été mis en branle. Par exemple, une session spéciale sur le virus Ebola a eu lieu lors de la récente réunion du Comité des instituts de politique de l'ACBF au Swaziland, du 24 au 25 Octobre 2014. Lors de cette réunion, il a été convenu que l'ACBF lancerait des études sur l'aspect des capacités quant à la propagation de la maladie virale d'Ebola. L'ACBF a l'intention de collaborer avec ses partenaires tels que le PNUD, l'Institut monétaire ouest-africain (IMAO), et l'Union du fleuve Mano (MRU) pour travailler avec l'Unité d'intervention de gestion d'Ebola (EMRT) dans les pays touchés pour discuter des domaines d'intervention en matière de renforcement des capacités.

NOS RESSOURCES

L'ACBF conseille vivement aux états africains de jouer un rôle principal dans le financement du renforcement des capacités.

À la lumière des grands problèmes de capacité auxquels fait face le continent, ce qui nécessite plus de ressources, il y a un besoin urgent pour les Africains d'intensifier leur soutien financier et prendre les devants dans le plaidoyer pour le financement des activités de la Fondation pour le renforcement des Capacités en Afrique (ACBF). Cet appel a été lancé par le Secrétaire exécutif de

la Fondation, le professeur Emmanuel Nnadozie, lors de la réunion inaugurale du Comité permanent du Conseil d'administration de la Fondation sur la mobilisation des ressources. Cette réunion a eu lieu les 3 et 4 Novembre 2014 à Lomé, au Togo.

« Il est impératif que les Africains prennent les commandes dans le financement de l'ACBF », a déclaré le professeur Nnadozie lors de la réunion. Il a également appelé les pays membres à apporter un soutien politique aux efforts de mobilisation des ressources de la Fondation.

La réunion a fait appel à l'ACBF de continuer à construire sur le niveau de coopération qu'il a déjà avec des partenaires multilatéraux et non-africains.

À cette même réunion, le Professeur Kako Nubukpo, président du Comité et ministre togolais au Bureau du Président en charge de la planification à long terme et de l'évaluation des politiques publiques, a déclaré que soutenir le travail de renforcement des capacités de la Fondation était important pour les pays africains car ils passent par différentes étapes de transformation économique. Le Comité a adopté un plan d'action pour la mobilisation des ressources en 2015.

Dans le cadre des résultats de la réunion, le comité a convenu de collaborer avec les chefs d'Etat africains pour relever les défis de financement que rencontre le renforcement des capacités sur le continent. Il a également décidé de solliciter l'un de ses membres pour défendre cette cause auprès de ses pairs et de la communauté internationale. La réunion a décidé de commencer la collaboration en sollicitant le soutien de Faure Gnassingbé, Président de la nation hôte du Togo.

Le Conseil d'administration de l'ACBF approuve le plan opérationnel pour 2015

Le Conseil exécutif de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, lors de sa réunion du 8 au 10 décembre 2014 à Harare, a approuvé le plan opérationnel, le budget, et six nouvelles opérations de la Fondation pour 2015. La direction a informé le Conseil sur le nouveau modèle opérationnel de l'ACBF qui souligne

une collaboration renforcée avec les partenaires opérationnels avancés. Le nouveau modèle souligne également la décentralisation des opérations, l'utilisation efficace des technologies de l'information et de la communication, et les équipes multidisciplinaires pour la supervision des missions et la clarté des processus opérationnels. Les nouvelles opérations sont les suivantes:

- Le projet de recherche et analyse de la politique publique du Malawi
- Le Programme de renforcement des capacités de l'Union africaine
- Le projet de renforcement des capacités de la communauté de l'Afrique orientale
- Le projet de renforcement de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)
- Le projet de renforcement des capacités pour l'Union économique et monétaire ouest-africaine
- Unité d'analyse des politiques, de recherche, suivi et évaluation au Ghana

La réunion de trois jours, tenue au Secrétariat de l'ACBF à Harare, a également eu un programme d'initiation pour les nouveaux membres du conseil d'administration sur le mandat de la Fondation, son architecture organisationnelle, ainsi que ses cadres juridique et opérationnel. Le conseil a également approuvé le manuel d'exploitation révisé de la Fondation. Le manuel d'exploitation de l'ACBF présente les politiques et procédures à suivre par le personnel de l'ACBF dans le développement, la mise en œuvre, la supervision, le suivi et l'évaluation des projets. Les opérations de l'ACBF sont divisées en deux départements : Afrique orientale et australe et Afrique occidentale et centrale. La prochaine réunion du Conseil est prévue pour la fin du premier trimestre de 2015.

Les publications de l'ACBF

Rapport sur les capacités en Afrique 2014 : Les exigences de capacités pour l'intégration régionale en Afrique

Le rapport et ses indicateurs offrent les intrants nécessaires pour éclairer les choix en matière d'appui au renforcement des capacités. Cette année, le Rapport met l'accent sur les exigences de capacités pour l'intégration régionale, domaine d'intervention prioritaire de l'ACBF. [Télécharger rapport complet](#) | [Résumé](#).

RETENEZ LA DATE: 3ème Forum panafricain sur le renforcement des capacités

**Le monde a besoin d'une Afrique Forte et une
Afrique Forte a besoin de Capacités Durables**
2-4 septembre 2015; Addis Abeba, Éthiopie

Le 3ème Forum panafricain sur le renforcement des capacités, organisé par la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) aura lieu du 2 au 4 septembre 2015; Addis Abeba, Éthiopie. Le thème retenu pour le Forum est « Renforcer les capacités pour la transformation économique et sociale de l'Afrique ». Le Forum offrira une excellente opportunité à l'ACBF d'élargir son partenariat à l'ensemble des institutions intervenant dans le renforcement des capacités soutenables et leur offrir à toutes une opportunité exceptionnelle de présenter leur travail et d'exposer leurs programmes en faveur du renforcement des capacités dans le secteur public, la société civile et le secteur privé africains pour une transformation efficace du continent.

Le 3ème Forum panafricain sur le renforcement des capacités offrira également une opportunité aux décideurs politiques et aux praticiens du développement de réfléchir sur les avenues prioritaires de renforcement des capacités qui mèneront à la transformation économique et sociale en Afrique.

Le Forum représente une plateforme exceptionnelle non seulement pour partager les connaissances en matière de renforcement des capacités mais aussi pour nouer ou développer des partenariats entre les parties prenantes. En dépit des progrès économiques et sociaux notables enregistrés à travers le continent, beaucoup de pays africains continuent de faire face à des déficits humains et institutionnels sérieux, qui les ont empêchés de réaliser tout leur potentiel de développement. Ces déficits de capacités qui existent aux niveaux local, national et régional ont rendu encore plus difficiles pour le continent la lutte contre les défis du manque de transformation structurelle, du chômage des jeunes et de la pauvreté.

Alors que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) viennent à leur terme, il est important de faire le point des progrès réalisés est des leçons apprises, mais il est encore plus important d'engager une réflexion et un dialogue sérieux sur les impératifs de capacités de l'agenda post-2015 du développement de l'Afrique et de l'agenda 2063 de l'Union Africaine.

Le premier Forum panafricain sur le renforcement des capacités organisé par l'ACBF a été accueilli par le Gouvernement du Mali à Bamako du 22 au 24 octobre 2001 et le second par le Gouvernement du Mozambique à Maputo du 1er au 3 août 2007. Dans les deux cas, le Forum a représenté un événement majeur attirant près de 1000 délégués, parmi lesquels des Chefs d'Etat et de gouvernement, des délégations africaines et internationales de haut niveau, des organisations internationales, de même que des représentants du secteur public, du secteur privé et des organisations de la société civile. Le Forum permet de mesurer le progrès déjà faits en matière de renforcement des capacités en Afrique, de faire des recommandations pour booster l'efficacité des programmes existants et baliser le chemin pour les succès futurs.



Événements

15-16 janvier,

Réunion de partenariat entre la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA) et l'ACBF: Harare, Zimbabwe

23-31 janvier,

24e Sommet de l'Union Africaine, Addis-Abeba , Ethiopie

2-3 février

Discussions du Groupe d'experts sur l'avenir du renforcement des capacités en Afrique et le rôle de l'ACBF, Harare, Zimbabwe

2-4 février

10e réunion du Comité technique du COMESA sur le genre: , Lusaka, Zambie

16-18 février

Réunion de partenariat avec l'Association africaine d'évaluation, Harare, Zimbabwe

18-19 février

L'Initiative de recherche des politiques du Groupe de réflexion africain, Johannesburg, Afrique du Sud

19-20 février

Réunion de partenariat entre l'ACBF et le NEPAD, Johannesburg, Afrique du Sud

19-23 février

Réunion de collaboration entre l'ACBF et la BAD, Abidjan, Côte-d'Ivoire